



**PRÉFÈTE
DU LOIRET**

Liberté
Égalité
Fraternité

dossier n° PD 045 147 24 00007

date de dépôt : 24 septembre 2024

demandeur : **EPSM du Loiret, représenté par
Monsieur BOISSON Jean-Yves**

pour : **démolition ancienne pharmacie**

adresse terrain : **1 route de Chanteau, à Fleury-les-
Aubrais (45 400)**

**ARRÊTÉ
accordant un permis de démolir
au nom de l'État**

La Préfète de Loiret,

Vu la demande de permis de démolir présentée le 24 septembre 2024 par EPSM du Loiret, représenté par BOISSON Jean-Yves demeurant 1 route de Chanteau, Fleury-les-Aubrais (45400);

Vu l'objet de la demande :

- pour démolition ancienne pharmacie ;
- sur un terrain situé 1 route de Chanteau, à Fleury-les-Aubrais (45400) ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme d'Orléans Métropole approuvé par délibération du Conseil métropolitain du 07/04/2022 et modifié le 20/06/2024 ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 nommant Madame Sophie BROCAS préfète de la Région Centre Val de Loire, préfète du Loiret ;

Vu l'arrêté ministériel du 7 octobre 2024 nommant M. Jean-Pierre-GORON directeur départemental des territoires du Loiret ;

Vu l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à M. Jean-Pierre GORON directeur départemental des territoires du Loiret en date du 14 octobre 2024 ;

Vu la décision de subdélégation de signature aux agents de la direction départementale des territoires du Loiret en date du 15 octobre 2024 ;

VU l'arrêté du 08/06/2016 portant reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle sur la commune,

VU l'arrêté du 09/08/2019 portant reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle sur la commune (mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols), ;

Vu l'avis favorable du Maire du 22/10/2024 ;

ARRÊTE

Article 1

Le permis de démolir est **ACCORDÉ** sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées à l'article 2.

Article 2

Pendant toute la durée du chantier, le bénéficiaire devra veiller d'une part à ce que les véhicules ou engins utilisés sur place par les entreprises et débouchant sur le domaine public n'apportent aucune nuisance et gêne aux riverains immédiats et d'autre part que toutes dispositions soient prises pour ne pas souiller les voies publiques.

En cas de présence d'amiante, le demandeur devra prendre les dispositions nécessaires préalables pour le respect des procédures de désamiantage et d'évacuation des matériaux concernés, afin de respecter la salubrité publique, en application de l'article R 111-2 du code de l'urbanisme.

Article 3

En application de l'article R.452-1 du code de l'urbanisme, vous ne pouvez pas entreprendre les travaux de démolition avant la fin d'un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté.

À Orléans, *6 25/10/2016*
Pour la Préfète et par délégation,
Le Directeur départemental des territoires du Loiret,
Pour le Directeur départemental des territoires du Loiret et par subdélégation
Le Responsable du pôle urbanisme,

Emmanuel FOURNIER 

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent dans le délai de deux mois à compter de la date de sa notification. Ce recours peut être effectué au moyen de l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, et en application du décret n°2016-6 du 05 janvier 2016, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 an(s) à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an, sur demande de son bénéficiaire si les prescriptions d'urbanisme et les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à son égard. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.